

# "L'Etat se rendra rapidement compte du manque de demande de la part du public."

Jean-Charles de Keyser et Alain Berwick, respectivement "Executive vicepresident TV and Radio" et "Directeur des programmes RTL Radio et Télé Luxembourg" au sein de la CLT-UFA, répondent à nos questions sur le marché de la télévision luxembourgeoise, les rapports avec l'Etat, l'impartialité politique et les chances de succès d'une chaîne de télévision publique au Luxembourg.

## Quelle rentabilité ?

forum : *Le programme de télévision luxembourgeois n'est pas une activités des plus rentables pour RTL Group. On peut dire que votre entreprise ne gagne pas vraiment d'argent avec cette activité. Quelles sont donc les raisons commerciales et politiques de votre engagement ?*

Alain Berwick: Il est évidemment important pour la marque d'avoir une activité au Luxembourg où se trouve notre maison mère et où sont nés la radio et la télévision du groupe plutôt que de donner de l'argent à l'Etat en contrepartie des licences.

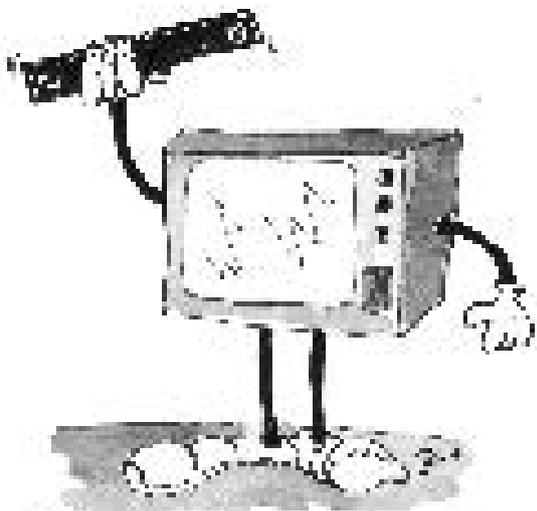
Jean-Charles de Keyser: Au lieu d'avoir une relation simplement contractuelle avec le gouvernement, c'est-à-dire payer les licences, nous préférons avoir une véritable vitrine. Je crois que cette attitude est beaucoup plus productive et positive. Mais si l'on aborde la question uniquement d'un point de vue économique, il est évident que l'on n'arrive pas à rentabiliser une télévision au Luxembourg seulement avec le marché publicitaire et c'est la raison pour laquelle il y a le mécanisme prévu par le contrat de concession.

forum: *Dans le cadre de l'accord de concession, le gouvernement a instauré un plafond pour les recettes publicitaires de la chaîne luxembourgeoise de RTL Group soi disant pour protéger les recettes publicitaires de la presse écrite. Pour assurer une rentabilité au programme luxembourgeois, ne serait-il pas souhaitable que le gouvernement abandonne un jour cette contrainte?*

Alain Berwick: ... souhaitable ou non. En admettant qu'il n'y ait plus de plafond, le marché publi-

citare luxembourgeois ne permet de toute façon pas de financer le coût d'un programme de télévision tel qu'il est fait en Belgique ou aux Pays-Bas. Une chaîne "low cost" comme une chaîne musicale pour jeunes par exemple, pourrait à la limite trouver un "break even", même dans un petit pays. Mais dès que l'on propose des "news" et du service public, cela ne peut pas être rentable. La solution pour nous se trouve davantage dans la créativité et l'imagination. Mais plus important encore, nous bénéficions depuis deux





## Gesicht: Television matt Niveau!

ans de synergies au sein du groupe; nous pouvons ainsi collaborer avec d'autres programmes radio, télé et internet et ainsi intégrer leur contenu dans notre produit. C'est justement cela qui va nous aider à progresser.

*forum: L'atout groupe est donc plus important qu'une éventuelle augmentation des recettes publicitaires ?*

*Alain Berwick:* Depuis peu oui, absolument.

*J.-Ch. de Keyser:* Nous voulons faire de cette chaîne une véritable chaîne. Nous allons augmenter par étapes la grille des programmes, grâce justement à ces synergies. Un premier volet visant les jeunes commencera au mois de septembre en prime time.

*forum: Le gouvernement a récemment accordé une licence de télévision à plusieurs initiatives non-commerciales et commerciales (comme Everyday.media et Kueb TV) sous condition que ces nouveaux programmes ne soient pas financés par la publicité mais seulement par du sponsoring. Croyez-vous que cette réglementation est juridiquement tenable ?*

*Alain Berwick:* Nous ne sommes pas juristes. Mais économiquement, le problème de la rentabilité ne se pose probablement pas vraiment pour *everyday.media* dont la stratégie est de jouer sur la convergence des médias (radio, télé, internet, téléphone mobile). Le Luxembourg est pour eux un petit laboratoire, où ils testent des produits qu'ils pourront éventuellement transposer à d'autres marchés. D'un autre côté, si l'autorisation de se financer par la publicité leur est accordée, le marché publicitaire de la télévision va croître et nous, comme les autres chaînes, serons donc gagnants. C'est la presse écrite qui va en souffrir. Nous ne nous immisçons pas dans cette discussion.

## Un rapport privilégié Etat – RTL

*forum: D'une situation de monopole on passe alors à un statut privilégié. RTL a le droit de se financer par la publicité et dispose d'un client, en l'occurrence l'Etat, qui lui demande de fournir un service public.*

*Alain Berwick:* Notre premier client c'est le téléspectateur.

*J.-Ch. de Keyser:* La mécanique est une mécanique classique. Mais parce que le marché est petit, le gouvernement soutient cette radio et cette télévision. RTL Group espère que le gouvernement tiendra compte des efforts qui vont être faits dans le développement de ces programmes et que l'on ne va pas se retrouver, d'ici un an ou deux, dans une situation où il y a tellement d'entrants dans le marché que le système soit déstabilisé. Car c'est un système relativement fragile. La marge de manœuvre n'est pas énorme. On est actuellement en pleine récession au niveau des investissements publicitaires partout en Europe. Si l'on change l'environnement audiovisuel par rapport à ce qu'il était au moment où nous avons signé les accords, il faut être conscient que cela doit être fait avec prudence afin de ne pas déstabiliser un système fragile.

*Alain Berwick:* Il faut aussi être conscient que personne dans le monde des médias, à part le *Luxemburger Wort*, ne gagne d'argent au Luxembourg. C'est la réalité du pays.

*forum: Le rapport particulier entre l'Etat luxembourgeois et RTL se base surtout sur le fait que RTL a une mission de service public. RTL a notamment l'obligation (d'après le cahier des charges du contrat de concession) de fournir chaque jour un journal d'information générale d'une demi-heure. En contrepartie, l'Etat renonce au paiement de droits de licence évalués à environ 200 millions de francs. On pourrait donc dire que le contribuable luxembourgeois dispose d'un service public d'une demi-heure par jour fourni par RTL moyennant 200 millions de francs.*

*Alain Berwick:* Oui, on peut l'interpréter comme ça.

*forum: La première partie du programme c.-à-d. le "magazine" serait alors financée par des recettes publicitaires (de l'ordre de 200 millions de francs).*

*Alain Berwick:* Non, parce que c'est un tout. Un programme qui ne montrerait que des "news" ne marcherait pas. Qu'est-ce que le gouvernement et le téléspectateur, notre client, retireraient d'un programme que personne ne regarde? La première demi-heure du programme quotidien, même si elle n'est pas considérée comme faisant partie de la mission de service public, est en fait du service public. L'émission "jeune" que nous allons lancer, c'est aussi du service public.

**"RTL Group espère que le gouvernement tiendra compte des efforts qui vont être faits dans le développement de ces programmes et que l'on ne va pas se retrouver, d'ici un an ou deux, dans une situation où il y a tellement d'entrants dans le marché que le système soit déstabilisé."**

*J.-Ch. de Keyser:* Je résumerais cela de manière beaucoup plus simple. Dans chaque pays, il y a des obligations et des contraintes vis-à-vis de l'état qui accorde la licence. Il n'y a rien de différent au Luxembourg. En Belgique, nous avons un cahier des charges, en tant que chaîne privée, qui nous oblige à faire de l'information une demi-heure par jour, des productions propres, d'investir dans le cinéma etc. Ici, c'est la même chose. Nous avons l'autorisation d'opérer une chaîne au Luxembourg selon des critères bien particuliers, définis dans un contrat qui limite la publicité et qui nous impose une certaine contrainte en production. Une de ces contraintes est la production d'un journal télévisé d'une demi-heure. Tout le reste doit être développé par la chaîne dans le cadre de son cahier des charges et en fonction des recettes publicitaires qu'elle peut aller trouver sur le marché. Je n'aime pas l'idée de faire croire que nous sommes une chaîne de service public segmentée. Comme dit Alain, une chaîne c'est un tout.

### La critique

*forum: RTL-Télé Lëtzebuerg est fréquemment critiquée (ce qui est tout à fait normal pour un acteur de cette importance). Deux raisons sont invoquées régulièrement dont la première est : le programme ne respecte pas suffisamment son obligation de neutralité politique.*

*Alain Berwick:* Nos rédacteurs en chef travaillent uniquement d'après les règles du journalisme qu'ils ont apprises à l'université et sur le terrain. Ce sont d'ailleurs les seules règles défendables et nous les appliquons dans tous les programmes du groupe. Bien sûr, chaque parti au pouvoir est parfois content, parfois mécontent de notre travail. Ce sera toujours comme ça. Les règles du journalisme ont été mises en place en 1995 et elles fonctionnent. A la même époque, on a aussi aboli les reportages sur commande.

*forum: La deuxième critique est la suivante : le programme se réduit à un environnement publicitaire et, par son orientation commerciale, n'est pas d'un niveau satisfaisant.*

*J.-Ch. de Keyser:* Ça va changer.

*Alain Berwick:* Nous avons fait des magazines justement pour avoir de l'audience au moment des "news". Pour moi, le côté commercial n'est pas un problème. C'est le téléspectateur qui juge s'il veut regarder ou non ces magazines. S'il les regarde, c'est qu'il aime les regarder.

*J.-Ch. de Keyser:* La chaîne va évoluer et va apparaître au téléspectateur comme une vraie chaîne de télévision dans laquelle la publicité a aussi sa place. Lorsqu'il n'y avait seulement les "news" et

la pub, on pouvait avoir l'impression d'un mauvais mélange. En ajoutant des programmes d'information, des magazines, un jeu, peut-être de la fiction, les choses vont reprendre leur place. La perception que les gens auront de leur programme sera complètement différente.

### Comment la situation peut-elle évoluer ?

*forum: La Chambre des députés veut retransmettre les débats parlementaires en direct. Est-ce que RTL a été contacté pour une collaboration éventuelle?*

*Alain Berwick:* Nous en avons longuement discuté. Il en est ressorti que la meilleure solution était qu'ils aient leur propre chaîne. En effet, nous diffusons entre 18 et 19 heures un programme pour les jeunes et nous ne pouvons pas demander à la Chambre des députés d'arrêter les débats à 18 heures. Nos activités ne sont pas compatibles, c'est tout. En revanche, notre mission de service public nous demande d'informer le public sur les horaires et sujets des débats qu'ils peuvent voir sur la chaîne de la Chambre.

*forum: Est-ce que RTL-Télé Lëtzebuerg pourrait, à la demande du gouvernement, proposer à côté du pro-*

---

**"Pour moi, le côté commercial n'est pas un problème. C'est le téléspectateur qui juge s'il veut regarder ou non ces magazines. S'il les regarde, c'est qu'il aime les regarder."**

---

**"Si un jour le gouvernement luxembourgeois veut financer une chaîne publique avec les deniers du contribuable pour en faire un programme de service public, pourquoi pas. Mais à mon avis, il se rendra rapidement compte de l'impossibilité économique et du manque de demande de la part du public."**

*gramme grand public des émissions supplémentaires financées par le contribuable pour des cibles plus restreintes (comme par exemple retransmission de concerts, de débats, de pièces de théâtre, etc.)?*

*Alain Berwick:* Bien sûr c'est envisageable, et nous le faisons déjà avec la diffusion de productions cinématographiques luxembourgeoises le samedi soir par exemple. Nous sommes prêts – et nous en avons souvent parlé avec les représentants du ministère de la Culture – à diffuser des concerts mais pas en "prime time". Cependant, se pose toujours le problème des droits. Le coût de ce type de production est énorme par rapport à l'audience. Si l'Etat finance, nous sommes prêts à discuter.

*forum:* Face à l'enjeu que pourrait représenter la création d'une véritable chaîne publique de télévision pour le Luxembourg, RTL-Télé Lëtzebuerg ne devrait-elle pas s'engager davantage dans cette direction?

*Alain Berwick:* Il faut demander aux téléspectateurs ce qu'ils veulent voir. Nous réalisons régulièrement des études, quantitatives et qualitatives. D'autre part, la radio socioculturelle 100,7 génère une audience de 2 à 3 points. Ce qui est tout à fait normal pour ce genre de service.

Une offre semblable au niveau de la télévision coûterait très cher.

*J.-Ch. de Keyser:* Partout en Europe il y a deux systèmes : le système public et le système commercial et privé. Seule la Grande-Bretagne se permet d'avoir deux chaînes de service public sans aucune publicité et avec une véritable mission publique. Partout ailleurs, les services publics font appel à la publicité pour leur financement. Si un jour le gouvernement luxembourgeois veut financer une chaîne publique avec les deniers du contribuable pour en faire un programme de service public, pourquoi pas. Mais à mon avis, il se rendra rapidement compte de l'impossibilité économique et du manque de demande de la part du public.

En dehors de tout débat politique, je crois qu'il faut se rendre à l'évidence que le compromis que la CLT/UFA a trouvé pour le programme RTL en langue luxembourgeoise est le meilleur que l'on puisse rêver – compte tenu de la réalité luxembourgeoise et du marché. Grâce à ce compromis, les téléspectateurs luxembourgeois peuvent disposer d'une chaîne de télévision que nous développerons en fonction de nos moyens.

L'entretien a été enregistré le 4 septembre 2001 par JST.

**LÉGUMES BIO ?**

**co-labor**

100,7 MHz / 100,7 FM • 10 Luxembourg 70 • 44 78.33 • Fax 45 92 45